Communiqué commun des organisations CGT de la Fonction publique
(UGFF – Santé – Services publics – FAPT)

Fonction publique : la mobilisation s'inscrit dans la durée

La journée d'action d'aujourd'hui dans la Fonction publique confirme la volonté des fonctionnaires et agents publics d'obtenir du gouvernement des réponses aux exigences portées depuis des mois de manière unitaire sur les salaires, l'emploi et les missions de service public. Cette troisième journée de mobilisation depuis la rentrée 2007 prouve qu'un processus durable d'action est enclenché et que la seule porte de sortie du conflit réside dans la volonté du gouvernement de satisfaire rapidement les revendications des agents.

En faisant à ce stade le choix par la voix d'Eric Woerth de renvoyer la négociation au 18 février, le gouvernement porte l'entière responsabilité du conflit et de sa poursuite.

Avec plus de 400 000 manifestants dans toute la France et un taux global de grévistes de l'ordre de 30 %, la mobilisation dans la Fonction publique est d'un niveau comparable à celle du 20 novembre dernier.

La CGT observe que la grève d'aujourd'hui recueille le soutien de 57% des Français et celui de 77% des salariés du secteur public. Cette adhésion massive de l'opinion à un mouvement social est d'un niveau sans précédent depuis l'élection de Nicolas Sarkozy. Il démontre la totale légitimité de l'action des agents de la Fonction publique et l'urgence de la réponse à leurs attentes.

La CGT condamne avec fermeté la désinformation du gouvernement quant au taux de grévistes comptabilisé ce jour. Les chiffres ridiculement bas annoncés par le ministère de la Fonction publique sont une nouvelle provocation pour les centaines de milliers d'agents qui ont fait entendre aujourd'hui leurs revendications. Pour la CGT, ce tripatouillage des chiffres sonne comme un aveu de faiblesse de la part du gouvernement.

La CGT appelle d'ores et déjà à préparer de nouvelles étapes de mobilisation dans la première quinzaine de février. Elle mettra cette perspective en débat lors de l'intersyndicale de demain.

Montreuil, le 24 janvier 2008